

# Le candidat grec est favori pour la vice-présidence de la BCE

LE MONDE 6.3.02 P.5

BRUXELLES, FRANCFORT

de nos correspondants

Le gouverneur de la Banque centrale de Grèce, Lucas Papademos, tient la corde pour remplacer, comme vice-président de la Banque centrale européenne, le Français Christian Noyer, dont le mandat s'achève le 31 mai. C'est la première fois depuis la mise en place de la BCE, en juin 1998, que les responsables européens doivent procéder au renouvellement d'un des six membres du directoire. Les ministres des finances de l'Union ont évoqué le sujet lors de leur rencontre, mardi 5 mars à Bruxelles.

D'après le président de l'Ecofin, le grand argentier espagnol Rodrigo Rato, un accord pourrait survenir d'ici la mi-avril : « Il est parfaitement possible de respecter ce calendrier », a-t-il dit lors d'une conférence de presse, lundi soir. Dans le meilleur des cas, une décision pourrait être prise dès le sommet européen de Barcelone, les 15 et 16 mars. Les membres du directoire de la BCE sont nommés par les chefs d'Etat et de gouvernement, sur recommandation du conseil des ministres.

## EXPÉRIENCE INTERNATIONALE

A 55 ans, Lucas Papademos, ancien professeur de l'université de Columbia, à New York, dispose d'une bonne expérience internationale : il fut économiste auprès de la Réserve fédérale américaine, à Boston. Nommé en 1994 à la tête de la Banque centrale de Grèce, il pilota alors avec succès une bataille vigoureuse contre l'inflation et sera l'un des artisans de l'adhésion de son pays à l'euro, le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Il siège, depuis, au conseil des gouverneurs de la BCE. L'organe qui pilote la politique monétaire est composé des membres du directoire et des douze présidents des banques centrales nationales membres de l'euro.

Interrogé au sujet de M. Papademos, M. Rato a eu des commentaires flatteurs : « C'est quelqu'un de tout à fait pertinent, non seulement dans une perspective intérieure grecque mais aussi au point de vue européen, c'est une personne à la stature reconnue ». Mais le gouverneur de

la Banque centrale du Luxembourg, Yves Mersch, serait également en lice.

Le candidat retenu pour remplacer M. Noyer devra-t-il automatiquement être le numéro deux de la BCE ? La question reste posée. Une autre hypothèse à l'étude voudrait que le vice-président soit désigné parmi les actuels membres du directoire. Compte tenu du flou juridique, il n'est pas sûr qu'une personnalité comme l'Italien Tommaso Padoa-Schioppa, à qui l'on prête des ambitions, reçoive le soutien de tous les gouvernements.

Six pays entrent en ligne de compte pour occuper la place bientôt vacante, parce que ne disposant pour l'instant d'aucun représentant dans le petit cercle présidé par le Néerlandais Wim Duisenberg : outre la Grèce, il s'agit de l'Autriche, de la Belgique, de l'Irlande, du Luxembourg et du Portugal. Quant à la France, qui n'aura plus personne au directoire, la succession de M. Noyer est liée à celle de M. Duisenberg, qui se retirera en juillet 2003 : son successeur devant être un Français, Paris ne devrait pas présenter de candidat pour la vice-présidence.

En coulisse, les gardiens monétaires de l'Europe ont plaidé pour la nomination d'un banquier central : à leurs yeux, la désignation d'un homme du sérail permettrait de renforcer la crédibilité internationale de la jeune institution. Ce n'est pas l'idée de tous les dirigeants européens, comme le ministre belge des finances Didier Reynders, qui préférerait une personnalité plus politique.

La décision reviendra aux chefs d'Etat et de gouvernement : le conseil de ses gouverneurs est juste censé donner son avis, comme le Parlement européen. La désignation en douceur du vice-président aura cependant valeur de test alors que la moitié du directoire sera renouvelée en un peu plus d'un an. Après M. Noyer, la Finlandaise Sirkka Hamalainen sera en fin de mandat en 2003, avant le départ de M. Duisenberg.

**Arnaud Leparmentier  
et Philippe Ricard**